



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/W/597
WT/L/1150

24 août 2022

(22-6340)

Page: 1/28

Comité du budget, des finances et de l'administration
Conseil général
6-7 octobre 2022

RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC

RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

TABLE DES MATIÈRES

1 DONNÉES ESSENTIELLES.....	4
1.1 Rendement des placements	4
1.2 Répartition des actifs	5
1.3 Participants et bénéficiaires en 2021	6
2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION	7
3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RPOMC.....	8
4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME	8
5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS	9
6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU	
31 DÉCEMBRE 2021.....	9
7 COMPTES.....	10
8 VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES	10
9 ÉTATS FINANCIERS.....	12
9.1 Lettre d'attestation de la Direction	12
9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses	13
9.3 État n° 2: Bilan	14
9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds	15
9.5 Appendice B: Répartition des dépenses.....	15
9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement.....	16
9.7 Appendice D: Répartition des actifs	17
9.8 Appendice E: Rendement des placements	18
9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2021	19
9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2021	19
9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions	20
9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC	21
9.13 Appendice J: Glossaire.....	21
ANNEXES.....	24

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GESTION

Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce (RPOMC) a le plaisir de présenter au Conseil général ainsi qu'aux participants au Régime et à ses bénéficiaires son rapport annuel 2021, établi conformément à l'article 5 du Statut du Régime des pensions.

La pandémie de COVID-19 a continué d'affecter de nombreux aspects de nos vies en 2021. Le secrétariat du Régime des pensions et le Comité de gestion ont continué d'effectuer les activités courantes essentiellement à distance et à tenir les réunions du Comité et des groupes de travail de manière virtuelle ou, au cours du second semestre de l'année, sous forme hybride.

En 2021, les travaux du Comité ont porté principalement sur des questions actuarielles. Il s'est agi notamment d'assurer la transition suite au recrutement d'un nouvel actuaire-conseil et d'achever l'évaluation actuarielle complète sur la base de nouvelles hypothèses et des données de 2020 concernant les participants. Les hypothèses sur les améliorations de l'espérance de vie et les futurs rendements des actifs ont été actualisées, entre autres choses. L'application de ces hypothèses et d'autres hypothèses actuarielles aux données de 2020 concernant les participants a conduit à l'identification d'un déséquilibre actuariel projeté important auquel il faudra remédier. Cette constatation a été confirmée dans une nouvelle évaluation actuarielle intérimaire menée avec les données de 2021. Par conséquent, les travaux réalisés en 2022 seront en grande partie consacrés à l'élaboration de recommandations visant à ramener à l'équilibre la situation actuarielle du Régime sur le long terme.

En 2021, le rendement réel du portefeuille de placements du Régime des pensions a été de 9,7%. Ces bons résultats s'expliquent en partie par l'amélioration des fondamentaux économiques à mesure que la situation relative à la pandémie se stabilisait et en partie par les variations des évaluations non fondées sur les résultats économiques. D'une manière plus générale, une gestion prudente du portefeuille de placements a permis de faire en sorte que la moyenne mobile des rendements sur cinq ans dépasse systématiquement le taux de rendement cible pour la décennie écoulée. Néanmoins, les deux crises des marchés financiers qui se sont produites lors des premières années d'existence du Régime ont fait que depuis la mise en place de celui-ci, le rendement réel moyen s'est établi à 2,6%, ce qui est en deçà de l'objectif à long terme du Régime.

Il est important de garder à l'esprit que la volatilité des cours telle qu'elle est mesurée par la valeur du portefeuille au 31 décembre de chaque année n'est généralement pas un bon indicateur du potentiel économique sous-jacent des placements. La conjoncture économique actuelle reste difficile pour les investisseurs, et il en sera probablement ainsi pendant encore quelques temps. De plus amples renseignements sur la philosophie de placement du Comité de gestion, ainsi que des détails sur la répartition des actifs, sont donnés dans le rapport et ses annexes.

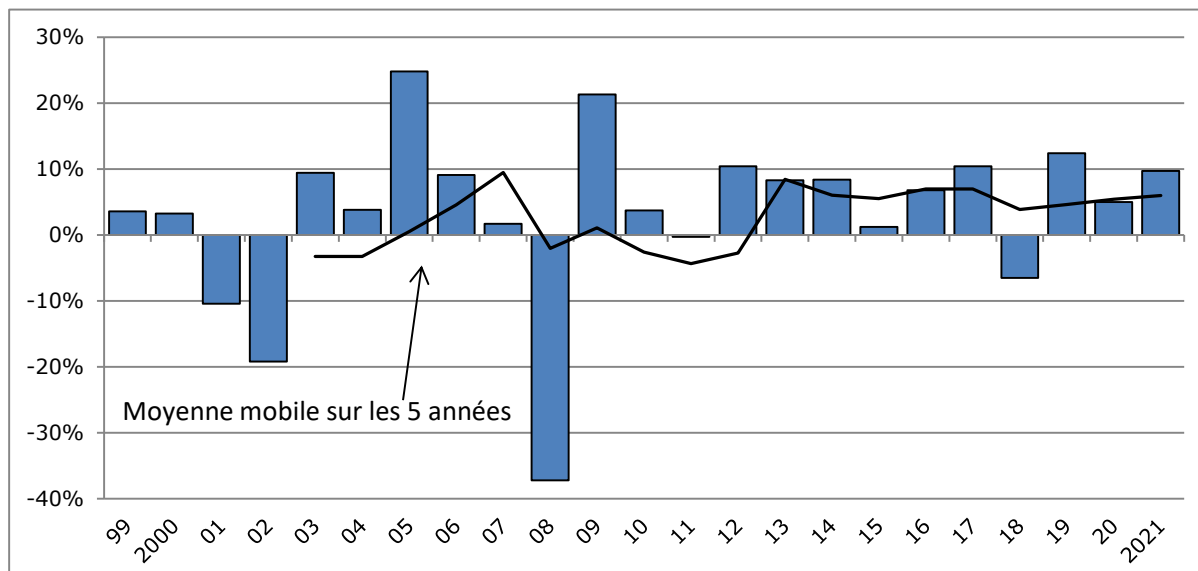
Pour conclure, je tiens à remercier les membres du Comité de gestion pour leur intérêt et pour leurs précieuses contributions aux questions concernant le Régime. Au nom de Comité de gestion, je souhaite remercier les membres du secrétariat du RPOMC pour leur soutien et leur travail. Le Comité de gestion et le secrétariat du Régime, qui mettent tout en œuvre pour veiller à la bonne gouvernance permanente et à la durabilité du Régime des pensions de l'OMC, ont le plaisir de vous adresser le présent rapport annuel.

Jean-Marc Van Dril, Président du Comité de gestion

1 DONNÉES ESSENTIELLES

1.1 Rendement des placements

Figure 1 Historique des rendements hors inflation et frais



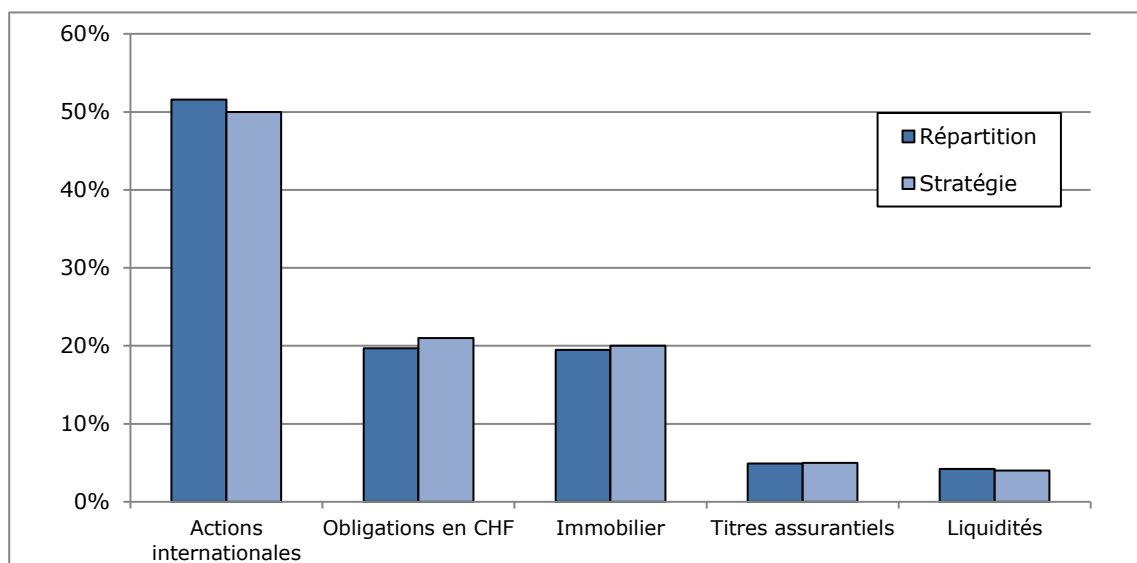
1. En 2021, le portefeuille de placements du Régime des pensions a obtenu un taux de rendement nominal de 11,3%. Alors que le taux d'inflation en Suisse s'est établi à 1,6% pour 2021, le rendement réel du portefeuille a été de 9,7% sur l'année, ce qui est considérablement plus élevé que le taux cible fixé aux fins de l'évaluation actuarielle. Ces bons résultats sont dus à la reprise après la pandémie, qui a soutenu les fondamentaux économiques, mais également à la croissance des évaluations boursières. Généralement, les rendements attendus supérieurs à la moyenne sont bien accueillis mais ces dernières années, les rendements des placements ont été constamment gonflés par des évaluations boursières supérieures au rendement économique réel des actifs sous-jacents. Cela accroît la probabilité d'enregistrer des rendements inférieurs aux objectifs au cours des années à venir.

Tableau 1 Rendement net des placements

	Nominal	Réel
2019	12,6%	12,4%
2020	4,2%	5,0%
2021	11,3%	9,7%

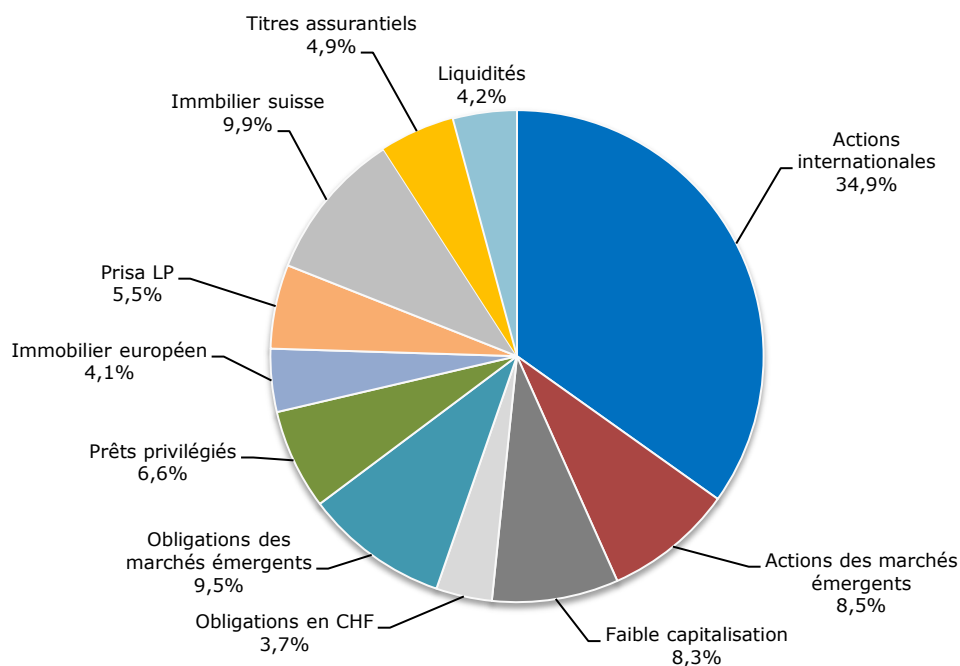
1.2 Répartition des actifs

Figure 2 Répartition des actifs au 31 décembre 2021, répartition effective/stratégie



2. Le RPOMC rééquilibre son portefeuille pendant le premier trimestre de chaque année en réalignant, selon les besoins, la répartition de chaque catégorie d'actifs conformément à la stratégie.¹ Ce mécanisme permet de tirer parti de la volatilité des marchés financiers car il consiste à vendre des titres qui sont devenus relativement plus chers et à acheter des actifs qui sont devenus relativement moins chers. Pour faire suite à une décision prise par le Comité en 2020, un rééquilibrage sera aussi déclenché par les variations des marchés financiers qui entraînent un écart du poids des actions du portefeuille de plus de 10% par rapport à la répartition stratégique.

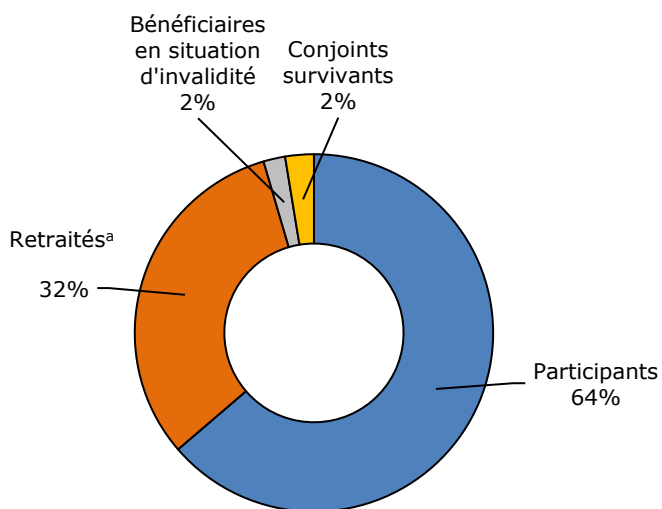
Figure 3 Répartition détaillée des actifs en 2021



¹ Voir la référence au rééquilibrage figurant dans le glossaire et l'annexe 2 pour plus de renseignements sur cette approche.

1.3 Participants et bénéficiaires en 2021

Figure 4 Participation au Régime, par catégorie



a Y compris les pensions de retraite différée.

3. Au 31 décembre 2021, il y avait 716 participants, ce qui était légèrement plus que les 709 participants enregistrés au 31 décembre 2020. Quant au nombre de bénéficiaires, il est passé de 408 à 427 au cours de cette même période.

Tableau 2 Participation au Régime

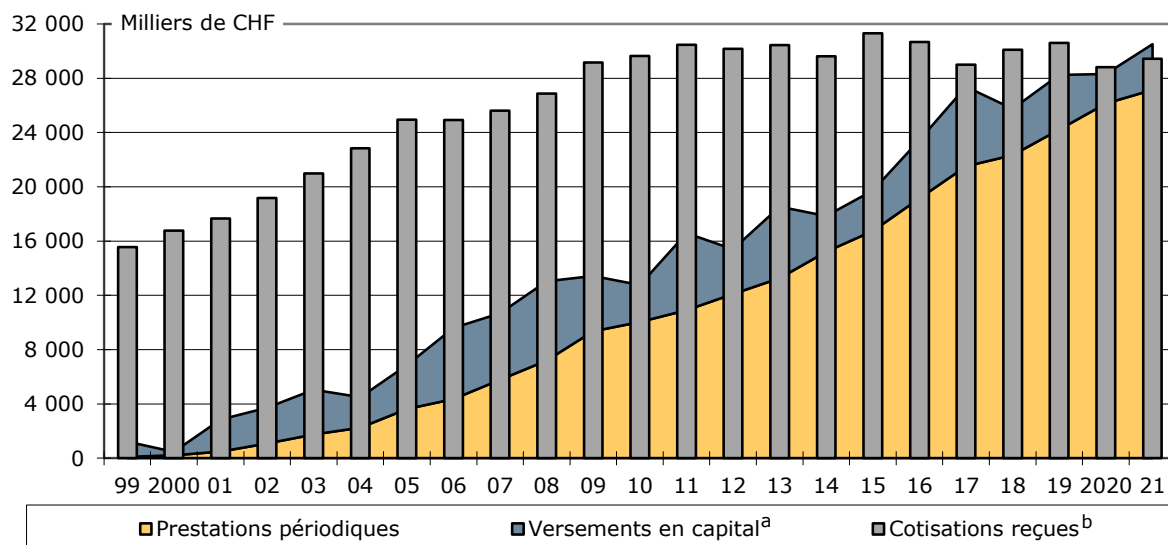
Composition	2020	2021
Nombre de participants	709	716
Nombre de bénéficiaires	408	427

Tableau 3 Types de prestations

Types de prestations	Nombre total		Prestation moyenne mensuelle	
	Année 2020	Année 2021	Année 2020	Année 2021
Pensions de retraite	182	194	7 000 CHF	7 000 CHF
Pensions de retraite anticipée	136	138	5 100 CHF	5 000 CHF
Pensions d'invalidité ^a	22	22	5 600 CHF	5 600 CHF
Pensions de réversion du conjoint survivant	26	29	4 100 CHF	4 200 CHF
Pensions d'enfant	18	19	400 CHF	500 CHF
Pensions de retraite différée	24	25	–	–

a comprend les prestations versées aux bénéficiaires ayant atteint l'âge de la retraite (13 personnes à la fin de 2021)

4. Le nombre de bénéficiaires augmentant continuellement, les prestations versées chaque année au titre du Régime augmentent aussi. En 2021, les prestations périodiques et les versements en capital se sont élevés à 30,5 millions de CHF, soit une augmentation de plus de 2 millions de CHF par rapport à l'année précédente. Les prestations périodiques ont dépassé les contributions reçues (29,4 millions de CHF) pour la première fois en 2021. Les prestations de retraite continueront d'augmenter mais il est attendu que les rendements des placements contribuent à faire en sorte que le solde des recettes et des dépenses demeure positif dans les années à venir.

Figure 5 Cotisations et dépenses au titre des prestations

a Y compris les transferts payés à d'autres organisations.

b Y compris les transferts reçus d'autres organisations.

2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION

5. En 2021, le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC s'est réuni cinq fois dans le cadre de réunions ordinaires et une fois en session extraordinaire. Les réunions ont eu lieu sous une forme virtuelle ou hybride du fait des restrictions liées à la COVID-19. Elles se sont tenues le 22 février, le 18 mars, le 27 avril, le 24 juin, le 4 octobre et le 10 décembre. Aux ordres du jour de toutes ces réunions figuraient, à titre permanent, un exposé de la situation en matière de placements et un rapport du Secrétariat sur les questions soulevées depuis la réunion précédente du Comité. De plus, certains points sont inscrits de manière récurrente à l'ordre du jour du Comité, comme l'approbation du Rapport annuel et des états financiers du Régime en vue de leur présentation au Conseil général, et l'examen de la situation actuarielle du Régime.

6. Outre les réunions formelles du Comité, les groupes de travail du Comité de gestion se sont réunis à neuf reprises. À titre de comparaison, les groupes de travail se sont réunis à 6 reprises en 2020, à 12 reprises en 2019 et à 9 reprises en 2018. Six réunions ont traité de questions actuarielles (et ont porté sur l'établissement de la relation avec le nouvel actuaire-conseil, c-alm, et la finalisation des hypothèses pour l'évaluation actuarielle complète qui est en cours), deux réunions ont été consacrées aux placements (en vue d'élaborer des décisions sur le véhicule d'investissement dans l'immobilier suisse), et une réunion a porté sur l'invalidité.

7. En 2021, le Comité et le Secrétariat ont mené plusieurs projets importants, tels que l'achèvement du processus d'appel d'offres en vue de recruter un nouvel actuaire-conseil et la reprise du processus d'évaluation actuarielle périodique. Un examen des hypothèses qui seront utilisées pour l'évaluation actuarielle de 2020 a également été effectué. Il y a aussi eu l'élaboration et l'adoption d'une ligne directrice pour la validation des données et des hypothèses utilisées dans les évaluations actuarielles, les hypothèses actuarielles et la méthode de l'actuaire.

8. Une autre réalisation notable du Comité et du Secrétariat a été d'obtenir une opinion favorable des nouveaux vérificateurs extérieurs. Conformément à la recommandation du vérificateur extérieur, un cadre pour l'établissement de rapports financiers pour le Régime a été adopté et une analyse de l'applicabilité au régime des normes comptables IPSAS a été lancée. Le Comité de gestion a aussi examiné quatre cas d'invalidité et il a adopté une ligne directrice sur le respect des décisions de justice dans le contexte de divorces.

3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RPOMC

9. Le rendement nominal du portefeuille de placements a été de 11,1% en 2021, contre 10,4% pour l'indice de référence du Régime des pensions. En Suisse, l'inflation s'est établie à près de 1,6% en 2021. C'est pourquoi le rendement réel du portefeuille a été de 9,5% pour l'année, bien au-dessus du taux cible du Régime.

10. Le portefeuille du Régime a enregistré des rendements annuels nominaux de +9,2% sur les trois dernières années et de +6,4% sur les cinq dernières années. Le rendement sur cinq ans dépasse le rendement cible du Régime (inflation suisse +3,5%) de 2,4% par an.

11. La reprise après la pandémie a soutenu les fondamentaux économiques en 2021: les revenus des sociétés dans le monde ont considérablement augmenté et les dividendes ont progressé d'environ 10%. Les valorisations des actions ont continué de s'accroître, ce qui a contribué de manière importante aux rendements positifs. Les placements en actions, qui représentent 50% dans la répartition cible du Régime des pensions, ont affiché un rendement de 17,2% en 2021, c'est-à-dire proche de l'indice de référence (16,8%).

12. La hausse de l'inflation a fait augmenter les rendements des obligations, ce qui a entraîné des rendements négatifs sur la plupart des marchés obligataires. Cependant, les placements obligataires du portefeuille ont généré un rendement positif car ils étaient moins sensibles aux fluctuations des intérêts. Les placements à revenu fixe (21% de la répartition cible des avoirs du Régime des pensions) ont rapporté 0,4%, contre -0,1% pour l'indice de référence du Régime. Les obligations libellées en CHF ont affiché des résultats négatifs en 2021 (-0,5%) tandis que les prêts privilégiés ont enregistré un rendement de 4,3%.

13. Les placements sous forme de titres assurantiels (5% de la répartition cible des avoirs du Régime des pensions) ont affiché un rendement de 3,5% pour l'année, contre 4,0% pour l'indice de référence.

14. Les placements immobiliers ont enregistré de bons résultats en 2021, du fait de la faiblesse des taux de vacance, de l'augmentation des prix de l'immobilier et d'un effet de rattrapage par rapport à 2020. Les placements immobiliers représentent 20% de la répartition cible des avoirs. Le rendement de ce segment du portefeuille a été de 11,4% pour l'année. Le Fonds immobilier suisse (Crédit Suisse 1A Immo PK) a eu un rendement de 11,0% en 2021 tandis que l'indice SXI, qui suit le rendement des fonds immobiliers suisses cotés en bourse, a enregistré un rendement de 7,3%. Les fonds immobiliers internationaux, qui incluent les placements du Régime dans le fonds Warburg Henderson, PRISA LP et, depuis décembre 2018, CBRE, ont enregistré un rendement consolidé de 11,4%.

15. Malgré l'amélioration de 2021, les rendements obligataires restent faibles en termes absolus et n'offrent pas de perspectives de rendements compatibles avec les objectifs à long terme du RPOMC. Par ailleurs, les valorisations sur les marchés des actions et de l'immobilier ont progressé et atteignent actuellement des niveaux élevés, bien supérieurs à ceux observés avant la pandémie de COVID-19. Des valorisations plus élevées ont par le passé été associées à des rendements futurs plus faibles.

4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME

16. La société c-alm AG a été choisie comme nouvel actuaire-conseil du Régime au premier semestre de 2021. Elle a réalisé une évaluation actuarielle pour le Régime sur la base des données de 2020 qui a permis d'identifier un important déficit de financement, par rapport à la dernière évaluation formelle effectuée en 2016. Cet écart s'expliquait principalement par l'utilisation de nouvelles hypothèses, en particulier, s'agissant des futurs rendements des placements du Régime et la longévité prévue des participants et bénéficiaires.

17. Tandis que le taux de cotisation actuel s'élève à 23,7% de la rémunération pensionnable, l'évaluation a permis de constater qu'elle devrait augmenter de 10,5 points de pourcentage pour assurer l'équilibre à long terme par rapport aux dépenses. Cela serait équivalent à un "taux de cotisation requis" (ou TCR) de 34,2% à la fin de 2020. Une évaluation intérimaire au 31 décembre 2021 confirme cet important déficit de financement, même si le taux de cotisation requis est légèrement plus faible (33,1%), car les évaluations des actifs d'investissement du Régime sont plus élevées que prévu.

18. À la suite de l'identification de ce déficit actuariel, la principale tâche du Comité de gestion en 2022 sera de formuler des propositions pour remédier à ce déséquilibre actuariel en vue de leur adoption par le Conseil général. Ces ajustements devront faire l'objet d'une analyse et d'un examen approfondis. En principe, les options pourraient notamment consister à accroître les actifs en relevant le taux de cotisation effectif, à injecter directement davantage de capital, à réduire les engagements en ajustant certaines prestations, ou à combiner les trois options.

5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS

19. Les états financiers de l'OMC comprennent une estimation actuarielle des prestations de retraite qui diffère de l'évaluation actuarielle du RPOMC dont il est question dans la section 4 ci-dessus, en ce qui concerne la portée et la méthode. Conformément aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), cette estimation est élaborée afin de présenter un rapport sur les engagements accumulés au titre des prestations dues aux employés au 31 décembre de chaque année, qui incluent principalement les pensions et l'assurance santé après cessation de service.

20. L'estimation IPSAS des engagements relatifs aux pensions représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations acquis par ses employés actuels et ses retraités au 31 décembre 2021. Contrairement à l'évaluation actuarielle dont il est question dans la section 4 ci-dessus, l'estimation IPSAS ne tient pas compte des futurs employés, et elle utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

21. Les deux évaluations figurent, avec le bilan, dans l'état n° 2 des états financiers.

6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2021

22. Le 26 mars 1999, le Comité de gestion du Régime des pensions a été dûment constitué par le Conseil général, conformément aux dispositions de l'article 4 du Statut.

23. Le Statut et le Règlement administratif du Régime des pensions de l'OMC ont été adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998 (WT/L/282). Le Conseil général a approuvé le Règlement intérieur du Comité de gestion le 8 mai 2001 (WT/L/402). Le Statut du Régime a été modifié par le Conseil général les 1^{er} décembre 2005, 28 juillet 2009, 26 octobre 2011, 30 novembre 2015 et 26 juillet 2017. Le Règlement administratif a été modifié le 23 septembre 2005 et le 7 décembre 2016, et le Règlement intérieur a été modifié le 7 décembre 2016.

24. Au 31 décembre 2021, la structure de gouvernance et la structure administrative du Régime des pensions se présentaient schématiquement comme suit.

M. Jean-Marc van Dril, Président			
M. Robert Cook	Membres élus par le Conseil général	Mme Antonia Carzaniga	Membres désignés par le Directeur général
Mme Alicia Goujon		M. Christian Dahoui	
M. Conor Harrington		M. Rainer Lanz	
Mme Darija Sinjeri		M. Thomas Verbeet	
Mme Wei-Ting Chiu	Suppléants élus par le Conseil général	Mme Kerry Allbeury	Suppléants désignés par le Directeur général
M. Loudon Mattiya		Mme Laura Monnet	
M. Rodolfo Rivas		Mme Nthisana Phillips	
Mme Chiara Santangelo		Mme Zheng Wang	
M. Robert Luther	Observateur au nom des bénéficiaires		
M. Paul Rolian	Observateur suppléant au nom des bénéficiaires		

Secrétariat	John Breckenridge, Secrétaire Yann Marcus, Administrateur chargé des pensions Dário Muhamudo, Spécialiste des pensions
Comptabilité et services d'appui administratifs externalisés	Trianon S.A.
Actuaire-conseil	c-alm
Médecin-conseil	Centre d'expertise médicale de Lancy (CEML)
Analyste financier/conseiller en placement	MBS Capital Advice S.A.

Dépositaire central des avoirs	The Northern Trust Company Pictet Asset Services
Gestionnaires de fonds	Babson Capital (portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) Blackrock (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) Crédit Suisse (portefeuille d'actions à faible capitalisation, portefeuille d'obligations suisses, portefeuille immobilier suisse et portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) GMO (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) MFS (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) NN (portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) Pictet (portefeuilles d'actions (actions internationales et marchés émergents)) Prisa LP (portefeuille immobilier des États-Unis) Warburg Henderson (portefeuille immobilier européen) CBRE (portefeuille immobilier européen) Scor (titres assurantiels) Gam (titres assurantiels)
Vérificateur extérieur des comptes	Cour des comptes française

7 COMPTES

25. Les états financiers et appendices sont reproduits dans la section 9 du présent rapport. Les notes relatives aux états financiers figurent dans l'annexe 1 et donnent d'importantes explications additionnelles sur les comptes. Ces notes sont essentielles pour comprendre les comptes et la position financière du Régime.

26. L'état des recettes et des dépenses pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 est reproduit dans l'état n° 1.

27. Le bilan au 31 décembre 2021 est reproduit dans l'état n° 2.

28. La provenance et l'utilisation des fonds au cours de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 sont indiquées dans l'appendice A.

29. Les taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2021 et la répartition par monnaie au 31 décembre 2021, après couverture, sont indiqués en détail dans l'appendice G.

30. On trouvera dans l'appendice J un glossaire permettant de mieux comprendre les tableaux.

31. Les notes figurant dans l'Annexe 1 donnent des explications sur les faits importants qui ont marqué les comptes de 2021.

8 VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES

32. Le rapport du vérificateur extérieur des comptes du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 est établi de façon distincte du rapport annuel.

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES

Le Premier président

Paris, le 30 juin 2022

À l'attention de
M. Jean-Marc van Dril (Suisse)
Président du Comité de gestion
du Régime des pensions de
l'Organisation mondiale du
commerce

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE

Nous avons examiné les états financiers du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce (RPOMC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, qui comprennent l'état des recettes et des dépenses, le bilan et les tableaux annexes. Ces états financiers ont été établis conformément au Statut et au règlement intérieur du Régime des pensions de l'OMC sous la responsabilité du secrétariat du Comité de gestion du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce. Ils ont été préparés selon les principes et méthodes comptables mis en œuvre par usage depuis la création du Régime et formellement approuvés le 24 juin 2021. Ils constituent des états financiers à usage spécifique. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ceux-ci.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes internationales d'audit (International Standards on Auditing – ISA). Ces normes requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner, par sondage, les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à évaluer le caractère approprié des principes comptables et des estimations faites par le secrétariat du Régime, ainsi que la présentation générale des états financiers. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder raisonnablement notre opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce au 31 décembre 2021, ainsi que du compte de résultats à cette date, conformément au cadre comptable spécifique du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce.

Observation (Emphasis of matter)

Nous appelons l'attention des utilisateurs sur le fait que ces états financiers ont été préparés conformément à un cadre comptable spécifique et qu'en conséquence il est possible qu'ils ne puissent se prêter à un autre usage que celui pour lequel ce cadre comptable a été adopté.

(signé)
Pierre MOSCOVICI

9 ÉTATS FINANCIERS

9.1 Lettre d'attestation de la Direction

33. En application de l'article 5 d) du Statut du Régime des pensions de l'OMC, le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC est responsable des présents états financiers. Les renseignements financiers divulgués dans le présent rapport visent à donner une image fidèle des résultats financiers du Régime d'une manière complète et compréhensible.

34. Le Comité de gestion est chargé d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat sur l'élaboration de rapports financiers de façon à donner des assurances raisonnables de la fiabilité de ces états financiers en vue de leur usage externe. Cela comprend des politiques et procédures qui 1) prévoient la tenue de registres rendant compte avec exactitude et fidélité des transactions du Régime, 2) donnent l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées et enregistrées conformément au Statut et aux Règlements du Régime et 3) donnent des assurances raisonnables quant à la prévention ou la détection rapide de l'acquisition, de l'utilisation ou de l'aliénation non autorisées d'actifs du Régime. Cependant, en raison des limitations propres au contrôle interne de l'établissement des rapports financiers, il est possible que ces contrôles ne permettent pas d'empêcher ni de détecter toutes les déclarations erronées.

35. Sur la base de ce qui précède, le Comité de gestion a conclu que les présents états financiers donnaient une image fidèle de la situation et des résultats financiers du Régime au 31 décembre 2021.

Jean-Marc van Dril

Président

Comité de gestion du RPOMC

John Breckenridge

Secrétaire

Régime des pensions de l'OMC

9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES (CHF)		
	2021	2020
Recettes		
Revenu des placements		
Bénéfices sur titres	75 371 340	28 322 317
Réévaluation monétaire	-	45 307
	75 371 340	28 367 624
Cotisations		
Organisation, cotisations régulières	19 486 923	19 216 651
Organisation, cotisations additionnelles	-	-
Participants, cotisations régulières	9 778 321	9 608 334
Intérêts sur les validations	361	408
Restitutions	136 669	-
Transferts d'autres organisations	32 150	-
	29 434 424	28 825 393
Demandes de remboursement au titre de l'assurance décès-invalidité	645 051	1 346 247
Recettes totales	105 450 815	58 539 264
Dépenses		
Prestations périodiques		
Pension de retraite (article 23)	15 771 686	15 209 952
Pension de retraite anticipée (article 24)	8 331 035	8 169 088
Pension d'invalidité - (article 28)	1 478 417	1 483 685
Pension de réversion du conjoint survivant (article 29)	1 456 261	1 180 840
Pension d'enfant (article 30)	109 448	98 006
	27 146 847	26 141 571
Prestations en capital		
Versement de départ au titre de la liquidation des droits (article 26)	710 058	582 051
Conversion (articles 23 c), 24 d) et 25 c))	2 139 862	1 588 468
Versements résiduels (article 33)	483 242	-
Transferts à d'autres organisations	33 257	-
Intérêts sur les transferts à d'autres organisations	1 726	-
	3 368 145	2 170 519
Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants	707 813	697 185
Pertes sur placements		
Réévaluation monétaire	2 950	-
Intérêts négatifs sur le crédit	197 963	166 885
	200 913	166 885
Frais de placement et autres frais administratifs		
Frais de gestion	577 824	509 415
Trianon et autres frais administratifs	209 943	227 155
Frais de consultation	120 000	120 000
Frais actuariels	93 738	46 000
Frais bancaires	28 928	24 946
	1 030 433	927 516
Dépenses totales	32 454 151	30 103 676
Profit/pertes (-) pour la période	72 996 664	28 435 588

9.3 État n° 2: Bilan

Bilan (CHF)					
Avoirs	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Engagements	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Placements			Engagements à court terme		
Valeurs mobilières	706 361 395	632 128 748	Charges à payer	540 004	161 828
Liquidités et quasi-liquidités ^a	30 985 894	31 171 342		540 004	161 828
	737 347 289	663 300 090	Capital		
Actifs à court terme			Fonds au 1 ^{er} janvier	665 585 646	637 150 059
Impôts à la source récupérables	1 775 026	1 533 772	Profit / pertes (-)	72 996 664	28 435 588
Recettes échues	-	913 612		738 582 311	665 585 646
Cotisations additionnelles à recevoir	-	-			
	1 775 026	2 447 384			
Total des avoirs	739 122 315	665 747 474	Total des engagements	739 122 315	665 747 474

- a Les liquidités et quasi-liquidités comprennent les liquidités en banque et les liquidités sur les comptes de placement détenus auprès des banques dépositaires, soit des montants de 27 964 674 CHF et 2 975 776 CHF, respectivement. Les liquidités détenues sur des comptes de placement pendant de longues périodes sont normalement sans importance. Cependant, depuis 2019, le Régime a commencé à utiliser des comptes de placement pour protéger la trésorerie contre les intérêts négatifs.

36. Veuillez noter que ce bilan n'indique ni la valeur actuelle des prestations futures (les engagements au titre des pensions) au passif ni les cotisations futures capitalisées à l'actif. Dans les états financiers de l'OMC, les engagements au titre des pensions sont estimés à 1 438 millions de CHF conformément aux normes comptables IPSAS. Si l'on déduit de ce montant la valeur des avoirs du Régime des pensions, soit 739 millions de CHF, on obtient un passif net estimé pour prestations dues aux employés de 701 millions de CHF. Cette valeur nette représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations de ses employés actuels et de ses retraités au 31 décembre 2021. Elle ne correspond pas à l'évaluation à long terme utilisée pour gérer le Régime, principalement parce qu'elle ne tient pas compte des futurs employés et utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

37. À l'inverse, le modèle actuariel utilisé pour gérer le Régime conformément à l'article 9 du Statut prend en compte les cotisations et les prestations futures pour un groupe ouvert de participants, ainsi qu'un taux de rendement réel projeté fondé sur le rendement prévu pour la répartition stratégique du portefeuille (voir appendice D). Il vise à établir des estimations optimales, quoique prudentes, des futurs prestations, cotisations au régime et rendements des placements. Ce modèle estime la valeur actuelle des prestations futures à 1 945 millions de CHF, ce qui, comme il est expliqué dans la section 4 du Rapport annuel, représente un important déficit de financement. Le Comité de gestion travaille à l'élaboration d'une proposition de mesures visant à combler ce déficit de financement.

9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds

Provenance et utilisation des fonds (CHF)		
	2021	2020
Fonds au 1^{er} janvier	665 747 474	637 325 896
Plus:		
Source		
Cotisations reçues	29 434 424	28 825 393
Revenu des placements	75 170 427	28 200 739
Remboursements des demandes d'indemnités au titre de l'assurance décès-invalidité	645 051	1 346 247
Augmentation des engagements à court terme	378 176	-
Total	105 628 078	58 372 379
Moins:		
Utilisation		
Règlement des prestations	30 514 992	28 312 090
Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants	707 813	697 185
Frais de placement et autres frais administratifs	1 030 433	927 516
Réduction des engagements à court terme	-	14 009
Total	32 253 238	29 950 800
Fonds au 31 décembre	739 122 315	665 747 474

9.5 Appendice B: Répartition des dépenses

Dépenses (CHF)		
	2021	2020
<u>Frais de gestion des placements^a</u>		
MFS	110 521	147 667
Northern Trust	19 001	37 168
Pictet ^b	448 302	324 580
Total	577 824	509 415
<u>Frais de consultation</u>		
MBS Capital Advice	120 000	120 000
<u>Frais actuariels</u>		
Mercer (2020) c-alm (2021) ^c	93 738	46 000
<u>Frais administratifs</u>		
Trianon et autres frais administratifs	209 943	227 155
<u>Autres dépenses</u>		
(frais bancaires et frais de vérification extérieure)	28 928	24 946
Total	1 030 433	927 516

Note: Les coûts du secrétariat du RPOMC sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas indiqués dans les états financiers du Régime des pensions (voir le paragraphe 9 de l'annexe 1).

- a Les frais de gestion indiqués dans ce tableau sont les frais facturés séparément au Régime ainsi que les droits de garde. Ils ne comprennent pas les frais de gestion inclus dans la valeur déclarée des avoirs, qui sont estimés à 1 690 700 CHF pour 2021.
- b L'augmentation des frais est due aux bons résultats des fonds d'actions, qui sont gérés par Pictet et/ou déposés auprès de cette société, ainsi qu'à la décision du Comité d'accroître la répartition des actifs au second semestre de 2020.
- c Les frais actuariels en 2021 couvrent les coûts exceptionnels liés à la transition à la suite du recrutement d'un nouvel actuaire, ce qui inclut l'établissement du nouveau modèle et l'analyse comparative par rapport aux résultats actuariels précédents.

9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement

Aperçu des mandats de placement						
Catégorie d'actifs	Gestionnaires de fonds	Indice de référence	Erreur de poursuite <i>ex-ante</i>	Début	Lieu	Site Web
Actions internationales	Pictet & Cie	40% MSCI Europe, 40% MSCI North America, 20% MSCI Pacific	Indexé	Janvier 2011	Genève, Suisse	pictet.com
Actions des marchés émergents	Pictet & Cie	MSCI Emerging Markets	Indexé	Mai 2016	Genève, Suisse	pictet.com
Actions internationales à faible capitalisation	Crédit Suisse	MSCI World ex Switzerland Small Caps	Indexé	Août 2020	Zürich, Suisse	credit-suisse.com
Obligations des marchés émergents	BlackRock	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	Indexé	Janvier 2016	New York, États-Unis	blackrock.com
Obligations des marchés émergents	MFS	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	2 à 3%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	mfs.com
Obligations des marchés émergents	GMO	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	3 à 5%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	gmo.com
Prêts privilégiés	Barings	CS Loans index couvert en CHF	3 à 5%	Octobre 2012	New York, États-Unis	babsoncapital.com
Prêts privilégiés	Crédit Suisse	CS Loans index couvert en CHF	2 à 4%	Octobre 2012	New York, États-Unis	credit-suisse.com
Prêts privilégiés	NN	CS Loans index couvert en CHF	2 à 4%	Octobre 2012	Phoenix, États-Unis	Inginvestment.com
Immobilier des Immobilier	PRISA LP	NCREIF Fund Index ODCE	-	Février 2015	Madison, États-Unis	pramericarei.com
Immobilier européen	Warburg Henderson	6,5% p.a.	-	Décembre 2006	Hambourg, Allemagne	warburg-henderson.com
Immobilier européen	CBRE	-	-	Décembre 2018	Londres, Royaume-Uni	cbre.com
Immobilier suisse	Crédit Suisse	SXI Real Estate Fund Index	-	Novembre 2008	Zürich, Suisse	credit-suisse.com
Titres assurantiels	Scor	Swiss Re Global CAT bond couvert en CHF	-	Décembre 2019	Paris, France	scor.com
Titres assurantiels	Gam	Swiss Re Global CAT bond couvert en CHF	-	Décembre 2019	Connecticut, États-Unis	gam.com/fr/managers/fermat-capital-management
Obligations en CHF	Crédit Suisse	SBI AAA-BBB 1-5 Y	-	Août 2020	Zürich, Suisse	credit-suisse.com

9.7 Appendice D: Répartition des actifs

Répartition des actifs au 31 décembre 2021				
Avoirs	Millions de CHF	Part actuelle	Stratégie	Écart par rapport à la stratégie
Actions internationales	380,2	51,6%	50,0%	1,6%
Marchés développés	256,7	34,8%	32,0%	2,8%
Marchés émergents	62,4	8,5%	10,0%	-1,5%
Faible capitalisation	61,1	8,3%	8,0%	0,3%
Obligations en CHF^a	145,2	19,7%	21,0%	-1,3%
Obligations en CHF	27,0	3,7%	4,0%	-0,3%
Obligations des pays émergents	69,6	9,4%	10,0%	-0,6%
Prêts privilégiés ^b	48,6	6,6%	7,0%	-0,4%
Immobilier	145,0	19,7%	20,0%	-0,3%
Immobilier européen	31,5	4,3%	5,0%	-0,7%
Immobilier des États-Unis	40,6	5,5%	5,0%	0,5%
Immobilier suisse	72,8	9,9%	10,0%	-0,1%
Autres placements	36,1	4,9%	5,0%	-0,1%
Titres assurantiels ^a	36,1	4,9%	5,0%	-0,1%
Liquidités	31,0	4,2%	4,0%	0,2%
Total	737,4			

Note: Les totaux ne coïncident pas toujours exactement car les chiffres ont été arrondis.

- a Couvertes en CHF. Le régime assure une couverture de 80% des obligations étrangères et des placements en titres assurantiels renouvelés sur une base trimestrielle.
- b Les prêts privilégiés sont des instruments à revenu fixe à taux variable destinés à des emprunteurs de moindre qualité, qui ont priorité de rang dans la structure du capital des sociétés émettrices et sont garantis par les avoirs de la société qui emprunte.

9.8 Appendice E: Rendement des placements

Rendement des placements au 31 décembre 2021 (en termes nominaux)					
	Sur 1 an p.a.	Sur 3 ans p.a.	Depuis la création p.a.	EP ^a	RI ^a
TOTAL					
Titres consolidés	11,3%	9,2%	5,7%	2,99%	-0,32
Valeur ajoutée ^b	0,7%	-1,0%	-0,2%		
ACTIONS					
Actions consolidées	17,2%	14,7%	8,7%	0,53%	-0,18
Valeur ajoutée	0,3%	-0,1%	0,4%		
Marchés développés	21,6%	15,7%	9,2%		
Valeur ajoutée	-0,2%	-0,2%	-0,2%		
Marchés émergents	-0,2%	7,6%	8,7%		
Valeur ajoutée	-0,7%	-0,5%	0,1%		
Faible capitalisation	19,5%				
Valeur ajoutée	0,2%				
TITRES À REVENU FIXE^c					
Titres à revenu fixe consolidés^d	0,4%	4,1%	2,9%	2,39%	0,14
Valeur ajoutée	0,5%	0,3%	0,1%		
Obligations des pays émergents	-2,0%	3,7%	4,1%		
Valeur ajoutée	1,0%	0,0%	0,4%		
Prêts privilégiés	4,3%	2,6%	2,1%		
Valeur ajoutée	-0,2%	-1,0%	-0,7%		
Obligations en CHF	-0,5%				
Valeur ajoutée	-0,1%				
IMMOBILIER					
Placements immobiliers consolidés	12,2%	5,2%	4,5%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
Warburg Henderson	-5,5%	-2,5%	3,4%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
CBRE	5,4%	2,3%	1,1%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
Prisa	24,6%	6,0%	6,6%	---	---
Valeur ajoutée	-1,3%	-0,4%	-2,6%		
Crédit Suisse	11,0%	7,0%	4,6%	---	---
Valeur ajoutée	3,7%	-5,4%	-2,0%		
AUTRES PLACEMENTS					
Titres assurantiers^c	3,5%				
Valeur ajoutée	-0,5%				

Note: Les rendements sont présentés nets de frais et de coûts. Les rendements consolidés (sur 1 an, 3 ans et depuis le début, en août 1999) sont calculés en tenant compte des véhicules de placement précédents, qui ont été liquidés avant l'établissement du présent rapport et ne sont pas indiqués séparément dans le tableau.

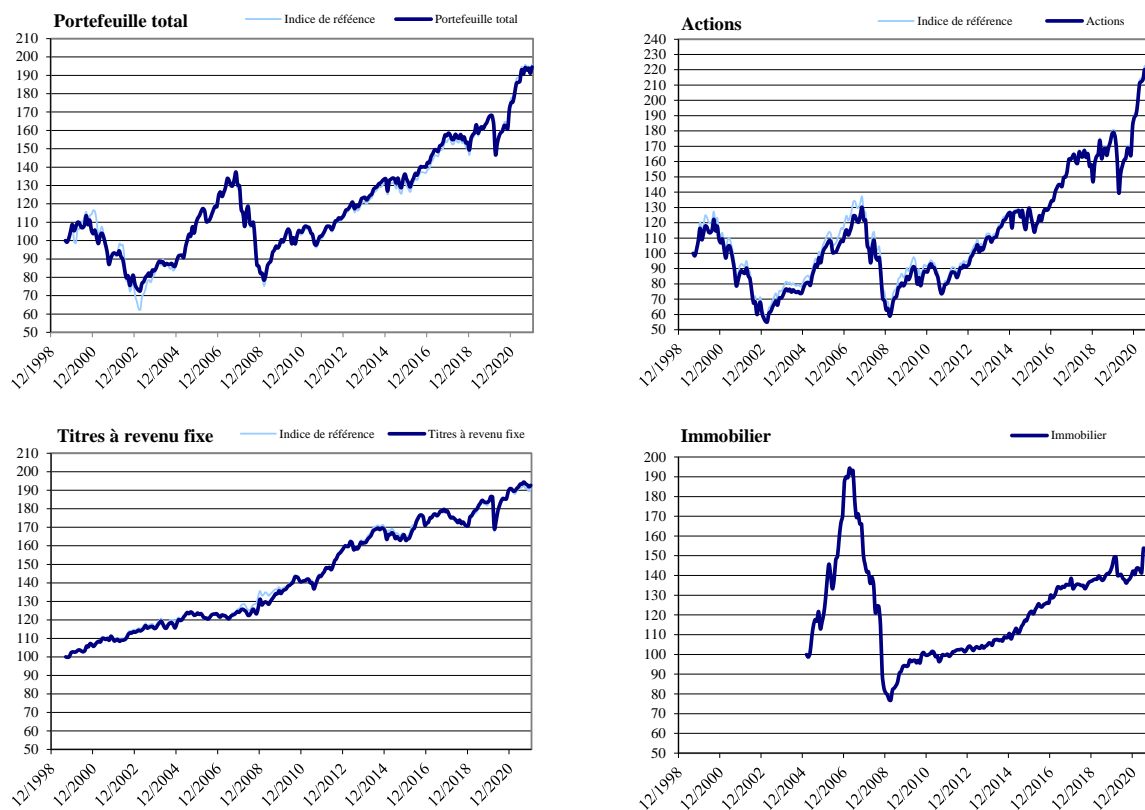
a EP = erreur de poursuite sur trois ans, RI = ratio d'information sur trois ans.

b La valeur ajoutée est une comparaison de la performance par rapport à l'indice de référence, sauf quand il n'existe aucun indice de référence formel (Warburg Henderson et CBRE), comme indiqué à l'appendice C.

c Conformément aux principes du Régime en matière de placements, le Régime réduit au minimum le risque de change de ses placements à revenu fixe et en titres assurantiers en investissant dans des instruments libellés en francs suisses ou en couvrant des placements libellés dans des monnaies autres que le franc suisse. Dans ce dernier cas, les gains, pertes et coûts des instruments de couverture sont incorporés dans le rendement de la catégorie d'actifs concernée, ce qui est compatible avec le fait que l'objectif de rendement attendu de ces instruments est pris en compte en CHF lors de la prise de décision concernant le placement.

d Outre le rendement des obligations, le rendement des titres à revenu fixe consolidés inclut les intérêts versés sur les liquidités du Régime.

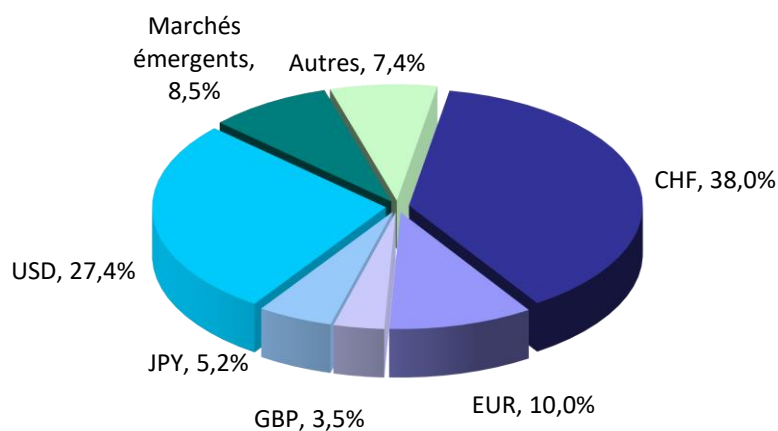
9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2021



9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2021

Paire de monnaies	Taux de change
CHF pour 1 EUR	1,0362
CHF pour 1 USD	0,9112
JPY pour 1 CHF	126,3842
CHF pour 1 GBP	1,2341

Figure 6: Répartition par monnaie au 31 décembre 2021, après couverture



9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions

Les tableaux ci-après montrent l'évolution du nombre de participants et de bénéficiaires du Régime des pensions en 2021.

Nombre de participants et de bénéficiaires au 31 décembre 2021

	2020	2021
Membres actifs	709	716
Bénéficiaires	408	427

Participants au Régime des pensions en 2021

Total au 31 décembre 2020	709
Changements en 2021	
- Adhésions	122
- dont réaffiliations conformément aux dispositions de l'article 15 b) du Statut	48
- Sorties	115
Total au 31 décembre 2021	716
Ventilation des sorties en 2021	
- retraite	14
- retraite anticipée	3
- retraite différée	1
- versement de départ au titre de la liquidation des droits	26
- transfert	0
- ajournement de la décision	69
- décès	2
- invalidité	0
Total des sorties	115

Prestations versées par le Régime des pensions

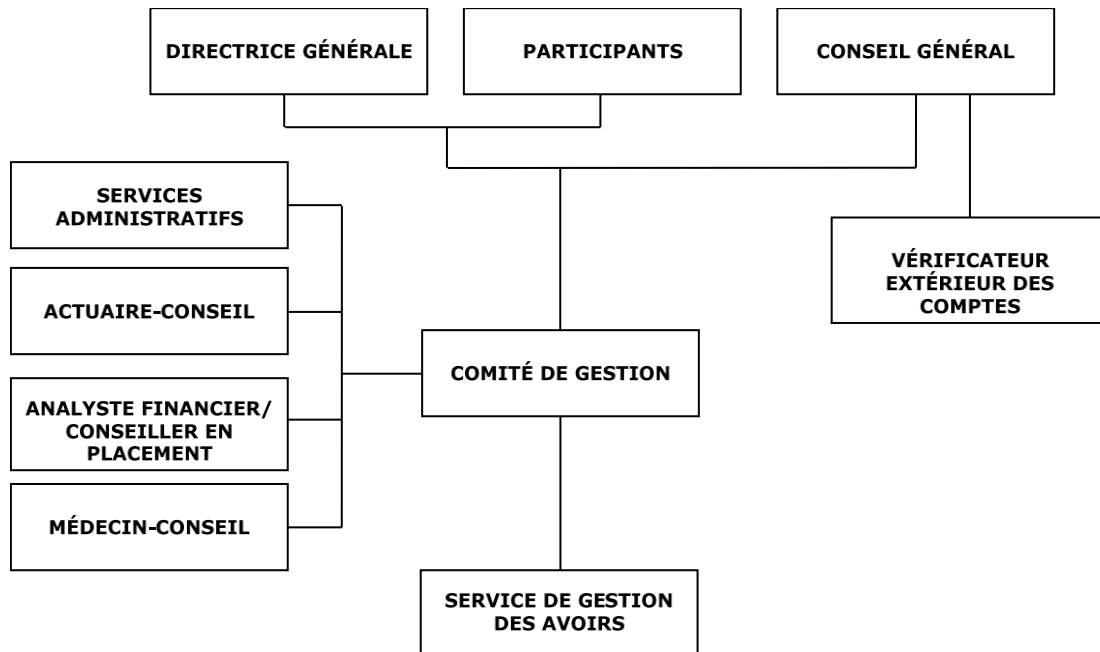
Types de prestations	Au 31 décembre 2020	Nouvelles prestations en 2021	Prestations ayant pris fin en 2021	Au 31 décembre 2021
Retraite ^a	182	14	-2	194
Retraite anticipée ^b	136	3	-1	138
Retraite différée ^c	24	1	0	25
Pension de réversion du conjoint survivant	26	3	0	29
Pension d'invalidité partielle/totale	22	0	0	22
Pension d'enfant	18	2	-1	19
Total des prestations	408	23	-4	427

a Ne comprend aucune prestation différée qui a commencé à être versée en 2021.

b Ne comprend aucune prestation différée qui a commencé à être versée en 2021.

c Inclut seulement les retraites différées qui ne sont pas en cours de versement, pour les anciens fonctionnaires qui ont fait ce choix après la cessation de leurs fonctions et ceux qui ont fait le choix plus tard, après avoir initialement différé leur décision. Les retraites différées en cours de versement sont classées comme retraite ou retraite anticipée.

9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC



9.13 Appendice J: Glossaire

Bénéfices/pertes sur titres: Résultat:

- des gains/pertes de capital sur les titres;
- des bénéfices découlant de la distribution de dividendes et des intérêts reçus sur les placements; et
- de la réévaluation des titres au prix du marché au 31 décembre (bénéfices ou pertes non réalisés).

Charges à payer: Dépenses engagées sans être payées au cours de l'exercice.

Conversion: Pension de retraite, pension de retraite anticipée ou pension de retraite différée convertie à la demande du participant en une somme en capital ne dépassant pas la moitié de l'équivalent actuariel de la pension ou le montant des propres cotisations du participant, le plus élevé des deux montants étant retenu.

Cotisations: Sommes payables pour restitution, validation et prestations, conformément à l'article 20 du Statut du RPOMC.

Cotisations à recevoir: Cotisations exigibles pour la période de cotisation de l'exercice mais reçues après le 31 décembre.

Couverture du risque de change: Conformément à ses principes en matière de placements, le Régime s'efforce de limiter l'exposition au risque de change sur les instruments de la dette, car ce risque n'est en théorie pas compensé à long terme et ces instruments jouent un rôle stabilisateur permettant de réguler l'instabilité à court terme du portefeuille et d'enregistrer des gains de rééquilibrage. Lorsqu'il investit dans des actifs de dette libellés en d'autres devises que le franc suisse, le Régime couvre donc le risque de change. Techniquement, cette opération implique de recourir à des contrats à terme, dans le cadre desquels les deux parties conviennent d'échanger un montant fixe libellé dans une devise contre le même montant libellé dans une autre devise, à un taux de change prédéfini, à une date future. Si la devise utilisée pour le placement se déprécie et entraîne des pertes sur le portefeuille, les instruments de couverture compensent une partie de ces pertes. La couverture peut avoir un coût, qui est largement basé sur les différences entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des devises respectivement concernées.

Erreur de poursuite (EP): Écart type de performance du portefeuille par rapport à l'indice de référence. Il sert à mesurer le degré de risque du portefeuille par rapport à son indice de référence. Cette mesure ne doit pas être confondue avec le risque absolu; même s'il a un très faible degré de volatilité, un portefeuille peut être très risqué en raison de la nature sous-jacente du marché sur lequel il est investi. Pour un mandat de gestion indexée, l'erreur de poursuite est généralement inférieure à 0,8. Un mandat pour lequel le chiffre serait plus élevé serait considéré comme actif. EP = erreur de poursuite sur trois ans.

Frais actuariels: Honoraires facturés par l'actuaire-conseil pour la prestation de services actuariels.

Frais administratifs: Frais engagés pour l'administration générale du Régime des pensions. Ils n'incluent pas les coûts du Secrétariat du Régime, qui sont à la charge de l'OMC (article 5 f) du Statut du Régime).

Frais de consultation: Honoraires facturés par l'analyste financier/le conseiller en placement.

Frais de gestion: Honoraires versés pour la gestion des portefeuilles de l'OMC.

Gestion active des placements: Mode de gestion de portefeuille consistant à placer les avoirs d'une manière différente de l'indice de référence pour obtenir des rendements supérieurs à l'indice. Les inconvénients de ce mode de gestion sont des frais de gestion et des coûts de transaction plus élevés et le risque d'une sous-performance notable.

Gestion indexée: Mode de gestion de portefeuille visant à obtenir les rendements de l'indice de référence sous-jacent en reproduisant exactement la composition de cet indice ou en s'en rapprochant autant que possible à tout moment. Ce mode de gestion diffère d'une gestion active dans la mesure où il est beaucoup moins coûteux et ne tient pas compte des vues, des prévisions ni des avis du gestionnaire.

Impôt à la source récupérable: Impôt perçu à la source par les autorités fiscales nationales, qui est récupérable après le 31 décembre 2021. L'impôt à la source récupérable découle du fait que le Régime est considéré comme une entité exonérée d'impôt en raison de son lien à l'OMC. En tant qu'organisation internationale, l'OMC est exonérée de la plupart des impôts nationaux, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le droit de timbre fédéral et l'impôt sur les intérêts rapportés par les placements. Chaque année, le Régime adresse aux autorités suisses et autres autorités nationales des demandes de remboursement d'impôt. Il arrive parfois que certaines juridictions nationales ne reconnaissent pas automatiquement l'exonération fiscale du Régime, auquel cas une action administrative et politique d'envergure est souvent nécessaire pour que cette exonération soit pleinement reconnue.

Intérêts sur les validations et intérêts sur les restitutions: Intérêts versés au titre de l'article 20 d) et 20 e) du Statut du Régime des pensions.

Organisation, cotisations additionnelles: Cotisations additionnelles versées par l'Organisation pour compenser le coût actuariel additionnel dû aux cessations de service anticipées de participants à la suite de restructurations.

Prêts privilégiés: Instruments à revenu fixe à taux variable destinés à des emprunteurs de moindre qualité, qui ont priorité de rang dans la structure du capital des sociétés émettrices et sont garantis par les avoirs de la société qui emprunte.

Ratio d'information (RI): Surperformance du gestionnaire par rapport à l'indice de référence divisé par l'erreur de poursuite du portefeuille. Ce ratio sert à mesurer la compétence du gestionnaire. En général, un ratio de plus de 0,30 démontre qu'il est compétent. RI = ratio d'information sur trois ans.

Recettes échues: Recettes acquises mais non reçues au cours de l'exercice.

Rééquilibrage: Réalignement de la répartition du portefeuille du Régime sur la stratégie. Un processus prédéfini identifie les éléments de déclenchement et autres aspects opérationnels (par

exemple temporels) des mesures de rééquilibrage. Les règles sont approuvées par le Comité et appliquées automatiquement. Ce mécanisme tire parti des excès inévitables des marchés financiers.

Réévaluation monétaire: Représente l'ajustement des soldes au 31 décembre 2021 des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères au taux de change du 31 décembre 2021. Cet ajustement provient d'une part de la variation des taux de change sur les soldes, en début d'année, des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères ainsi que sur les mouvements enregistrés sur ces mêmes comptes en cours d'année au cours applicable au moment de la transaction.

Rendement pondéré par le temps: Indicateur du rendement composé. Il permet de réduire l'effet de distorsion des entrées et sorties et de comparer les rendements des gestionnaires de fonds et leurs indices de référence respectifs. Le rendement pondéré par le temps est très semblable au rendement géométrique moyen.

Restitution: Inclusion, dans la période de cotisation, de la période de cotisation antérieure d'un ancien participant qui recouvre la qualité de participant.

Statut et Règlement administratif: Statut et Règlement administratif adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998, tels que modifiés par le Conseil général le 1^{er} décembre 2005, le 28 juillet 2009, le 26 octobre 2011, le 30 novembre 2015, le 7 décembre 2016 et le 26 juillet 2017.

Taux de rendement: Variation en pourcentage de la valeur du portefeuille sur une période déterminée, compte tenu du revenu des placements et de la variation de la valeur de marché du portefeuille. Il est exprimé en tant que taux annuel équivalent. Le taux de rendement nominal est le rendement financier des actifs avant prise en compte de l'inflation (calculée sur la base de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation en Suisse). Le taux de rendement réel est le taux de rendement nominal moins la variation de l'IPC suisse. Le terme "brut" signifie que le rendement est calculé avant déduction des frais liés aux placements, tandis que le terme "net" désigne le rendement incluant tous les frais liés aux placements. Le taux de rendement réel cible est le taux de rendement réel à long terme que le Régime doit obtenir pour pouvoir honorer ses engagements.

Titres assurantiels: Instruments financiers dont la valeur est déterminée par les primes d'assurance et les événements générateurs de pertes. Les titres assurantiels permettent aux compagnies d'assurance/de réassurance de conclure des contrats de transfert de risque avec les investisseurs sur le marché des capitaux, en vertu desquels l'investisseur offre une garantie en échange du versement d'une prime. Selon que le risque se matérialise ou non, la garantie est utilisée ou restituée à l'investisseur, et la prime est ajustée pour l'échéance suivante.

Validation: Définie à l'article 2 v) du Statut du RPOMC comme l'inclusion dans la période de cotisation d'une période de non-cotisation qui a précédé le commencement de la participation.

ANNEXES

ANNEXE 1 NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Conformément à l'article 14 a) du Statut du Régime des pensions, l'unité de compte du Régime des pensions est le franc suisse. Pour des raisons pratiques, les taux de change effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU sont utilisés pour convertir les autres monnaies en francs suisses, sauf dans le cas des portefeuilles de placements pour lesquels les taux indiqués à l'appendice G ont été utilisés aux fins de l'évaluation.

2. L'exercice comptable va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3. Conformément à l'article 13 du Statut du Régime et à la règle A.8 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé d'assurer la sécurité et la probité financières du Régime et en particulier le maintien de l'équilibre actuariel, les contrôles financiers et la tenue des comptes.

4. Conformément à l'article 5 e) du Statut du Régime et à la règle C.1 du Règlement intérieur, le vérificateur extérieur des comptes, à savoir le vérificateur extérieur des comptes de l'OMC, procède chaque année à la vérification des comptes du Régime. Les dispositions du chapitre XI ("Vérification extérieure des comptes") et l'appendice ("Mandat additionnel régissant la vérification extérieure des comptes") du Règlement financier de l'OMC s'appliquent mutatis mutandis à la vérification des comptes.

État des recettes et des dépenses

5. Le Régime des pensions a enregistré un bénéfice sur titres de 75,4 millions de CHF. Le rendement nominal ainsi enregistré a été de 11,3%, soit 9,7% en termes réels si on tient compte de l'inflation suisse. Ces résultats étaient nettement supérieurs à l'objectif à long terme du Régime qui était de 2,8% sur les 10 prochaines années et de 3,5% par la suite. Malgré ces bons résultats, la conjoncture actuelle reste difficile et les professionnels des placements sont fermement convaincus que, dans les années à venir, il sera plus difficile d'obtenir des rendements élevés dans le contexte actuel de taux d'intérêts bas.

6. Les cotisations régulières reçues de l'Organisation et des participants se sont chiffrées à 29,3 millions de CHF, soit une augmentation de 0,4 million de CHF par rapport à 2020.

7. Les prestations périodiques et les versements en capital ont tous deux augmenté de plus de 1,0 million de CHF, pour atteindre 27,1 millions de CHF et 3,3 millions de CHF, respectivement. Pour la première fois depuis la création du Régime, la somme des prestations versées a dépassé le montant total des contributions reçues, d'environ 1 million de CHF. Cet écart se creusera à mesure que la population de retraités continuera d'augmenter dans les années à venir.

8. Le Régime a reçu 0,6 million de CHF de remboursements de demandes d'indemnités au titre de son assurance décès invalidité, ce qui est comparable à la prime de 0,7 million de CHF acquittée pour l'assurance.

9. Les frais de placement et autres frais administratifs ont légèrement augmenté et ont dépassé 1,0 million de CHF, ce qui est normal puisque l'essentiel de ces frais sont liés à la taille du portefeuille. Ils sont présentés plus en détail à l'appendice B, "Répartition des dépenses". Les coûts engagés pour assurer le secrétariat du Régime des pensions sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas comptabilisés comme un coût pour le Régime. Le secrétariat se compose d'un secrétaire à temps partiel et de trois fonctionnaires à temps plein. En 2021, les dépenses de personnel se sont élevées à 516 928 CHF, y compris les traitements et les prestations. De plus, le secrétariat ne verse aucun loyer pour ses bureaux, pour les ordinateurs ou pour les services de téléphone. Le coût de ces derniers est estimé à 23 365 CHF selon la méthode de comptabilisation des coûts de l'OMC.

Bilan

10. La valeur des actifs a augmenté principalement en raison des plus-values découlant des placements enregistrées en 2021. Les liquidités et quasi-liquidités ont atteint environ 31,0 millions de CHF en 2021.

11. Les impôts à la source récupérables se sont élevés à 1,8 million de CHF en 2021, soit une diminution par rapport à 2020 (2,4 millions de CHF). Ce recul est principalement imputable à un remboursement tardif des impôts suisses des années précédentes et des impôts récupérables payés hors de Suisse. Avec l'aide effective des banques dépositaires du Régime, le secrétariat continue de demander le remboursement de tous les impôts à la source, y compris les impôts remontant à plus de cinq ans qui ont été passés par pertes et profits.

ANNEXE 2 PRINCIPES DU RÉGIME DES PENSIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

1. En vertu de l'article 13 du Statut du Régime des pensions et de la règle A.9 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé de veiller à la sécurité des placements de tous les avoirs du Régime, de formuler la politique en matière de placements après avoir pris l'avis de spécialistes et de désigner des gestionnaires de placements pour mettre en œuvre cette politique.

2. Des produits dérivés peuvent être utilisés à des fins de couverture, dans le cadre du mandat de placement dans des titres internationaux à revenu fixe couverts, s'ils permettent d'atteindre l'objectif du Régime plus efficacement que la négociation directe de titres sous-jacents. Les instruments dérivés utilisés pour ce type de mandat sont limités aux contrats à terme sur devises, aux instruments à terme, aux options couvertes sur obligations et aux options sur taux d'intérêt. Les positions d'endettement et les positions courtes nettes ne sont pas autorisées.

3. En 2013, le Comité de gestion a approuvé un ensemble unifié de lignes directrices en matière de placements afin d'énoncer de façon plus précise l'approche du Régime à l'égard des placements. Un résumé de ces lignes directrices, qui a été communiqué aux participants et bénéficiaires du Régime, figure ci-après. En 2020, les lignes directrices en matière de placements ont été révisées de sorte à incorporer la décision du Comité concernant la nouvelle répartition stratégique des actifs (50% d'actions, 30% de titres à revenu fixe et 20% de biens immobiliers) et la nouvelle règle additionnelle de rééquilibrage; cependant les principes qui sous-tendent le résumé ci-dessous demeurent inchangés.

Résumé de l'approche du Régime des pensions de l'OMC en matière de placements

Placements à long terme

4. Le RPOMC est un investisseur à long terme car ses engagements sont sur le long terme et que les comportements et décisions qui se fondent sur une perspective à long terme ont plus de chance de réussir. Cet accent mis sur le long terme repose sur la conviction – étayée par une analyse des placements passés – que, à long terme, les rendements du marché ont tendance à refléter les performances économiques des actifs.

5. Cette orientation à long terme permet au Comité de gestion d'utiliser efficacement son temps en mettant l'accent sur les décisions en matière de placements qui ont un impact important sur le rendement du portefeuille sans perdre de temps lorsque le résultat est aléatoire ou que l'impact à long terme est négligeable.

6. Conscient de la nature peu fiable des prévisions à court ou à moyen terme et des pertes qui risquent d'en découler, le Comité de gestion ne veut pas "anticiper" les fluctuations à court terme des marchés. Les paris sur l'évolution à court ou à moyen terme des marchés financiers risquent de convertir des pertes temporaires en une dépréciation irréversible du capital.

Risque d'investissement

7. Le RPOMC doit se préoccuper du risque de dépréciation irréversible du capital. Les pertes non récupérables réduisent de manière irréversible la capacité future de générer des entrées. Par exemple, l'argent prêté à un emprunteur qui ne peut pas honorer pleinement sa dette entraînera non seulement une dépréciation irréversible du capital mais compromettra aussi sa capacité à générer à l'avenir des revenus.

8. La volatilité des prix est souvent considérée comme une mesure du risque de placement. Cependant, la volatilité ne permet pas de mesurer le risque de placement à long terme et ne présente une menace pour les investisseurs à long terme que si ces derniers en ont mal apprécié l'importance. C'est ainsi que si le cours des actions d'une entreprise diminue rapidement de 50%, la volatilité atteindra des sommets. Par contre, si la perspective à long terme de l'entreprise n'a pas changé, le risque pour les investisseurs se trouve grandement réduit et non accru. Les investisseurs doivent donc se concentrer sur la perspective à long terme et non sur la volatilité des prix qui est fonction des marchés.

9. L'évaluation d'un actif en affecte le rendement futur. Par conséquent, l'évaluation des actifs est un risque qui peut produire des dommages comparables à une perte de capital irréversible. C'est en ce sens qu'elle doit être suivie de manière permanente.

10. Le suivi de l'évaluation ne revient pas à tenter de prédire l'évolution à court terme des prix des marchés mais à apprécier la rentabilité potentielle à long terme d'un placement compte tenu de ses caractéristiques actuelles.

Répartition des actifs

11. La répartition des actifs est la source principale de rendement du portefeuille. Une attention particulière sera donc accordée à la définition et à la mise en œuvre de la "répartition stratégique des actifs" du RPOMC.

12. Chaque catégorie d'actifs dans le portefeuille doit générer un revenu mesurable et doit contribuer à accroître la valeur des actifs du RPOMC. Cet accroissement doit reposer sur des facteurs économiques fiables et identifiables. Le rendement potentiel de chaque catégorie d'actifs peut être apprécié sur la base de ces facteurs appropriés.

13. Le RPOMC continuera d'appliquer le principe d'une diversification adéquate car les rendements escomptés de telle ou telle catégorie d'actifs peuvent mettre longtemps à se matérialiser et parce que la non-corrélation des différents actifs contribue à atténuer la volatilité et par conséquent à éviter les décisions irréflechies.

14. Les catégories d'actifs et les structures financières qui ne produisent pas de revenu, qui manquent de transparence ou qui utilisent un effet de levier important ne sont pas adaptées au RPOMC. Les produits de base, les fonds spéculatifs, le capital-risque ainsi que les produits structurés sont donc exclus des placements du RPOMC.

15. Le RPOMC cherche à éviter de modifier la répartition des actifs sur la base de perspectives et de prévisions à court terme: trop souvent, ces changements ne font qu'accroître les coûts. Les modifications de la répartition des actifs ne se justifient que lorsqu'elles sont motivées par des changements importants dans les caractéristiques mesurables des placements du Régime dans une catégorie d'actifs ou par des changements fondamentaux du passif ou de la structure du Régime.

Style de gestion

16. L'objectif du processus de mise en œuvre est de se conformer aussi étroitement que possible à la stratégie de placement tout en minimisant les coûts et en évitant les risques indus.

17. Pour appliquer la répartition stratégique du RPOMC, le Comité de gestion a surtout recours à des véhicules ou portefeuilles indexés.¹ Les indices seront sélectionnés avec le plus grand soin de manière à ce qu'ils soient véritablement représentatifs de la catégorie d'actifs dans lesquels la stratégie du RPOMC prévoit d'investir.

18. Le choix d'une gestion passive se fonde sur l'observation que, au fil du temps, la gestion active a donné de moins bons résultats, est moins diversifiée, moins prévisible et plus coûteuse. De plus, la gestion active se base dans la plupart des cas sur une perspective à court terme.

19. Le RPOMC peut recourir à une gestion active lorsque la gestion passive n'est pas possible ou lorsque des raisons tangibles et clairement identifiables donnent à penser que la gestion active est mieux adaptée.

20. Dans l'ensemble, le Régime s'efforcera de réduire au minimum les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de placement. Ces risques incluent, sans s'y limiter, le risque d'une gestion active, les risques de crédit indus et le risque lié à la structure juridique.

¹ Les véhicules indexés visent à générer un rendement égal à celui d'un indice du marché.

Rééquilibrage

21. Le Régime des pensions de l'OMC adopte une approche anticyclique grâce à un mécanisme de rééquilibrage annuel systématique visant à faire en sorte que le poids des actifs reste aligné sur la répartition stratégique. Un rééquilibrage a lieu au moins une fois par an, normalement en février. Pour faire suite à une décision prise par le Comité en 2020, un rééquilibrage sera aussi déclenché par les variations des marchés financiers qui entraînent un écart du poids des actions du portefeuille de plus de 10% par rapport à la répartition stratégique.

22. Le rééquilibrage systématique est un moyen efficace qu'a le Régime de maintenir une exposition stable aux marchés tout en tirant parti de la volatilité de ces derniers.

Coût et conflits d'intérêts

23. La sensibilité aux coûts fait partie intégrante de la stratégie de placement. Il faut maintenir les coûts à un niveau aussi bas que possible sans compromettre la capacité du Régime d'atteindre ses objectifs.

24. L'offre de services ou de produits d'investissement est essentiellement déterminée par les intérêts financiers des fournisseurs et non par les investisseurs. Le Comité de gestion veillera donc tout particulièrement à choisir des solutions en matière de placements correspondant à sa stratégie et à ses objectifs. Le RPOMC évitera les véhicules pour lesquels le responsable des placements est rémunéré en fonction de la performance.²

25. Les lignes directrices en matière de placements adoptées par le Comité de gestion visent à générer des rendements durables et à promouvoir des décisions rationnelles même en période de tension et d'incertitude économiques. Ces lignes directrices sont régulièrement revues pour s'assurer qu'elles restent adaptées à la structure et à la situation du Régime.

² Ces arrangements sont injustes pour les investisseurs à cause de l'asymétrie du risque et du bénéfice.